



Bulletin trimestriel - n°2 # décembre 2015

EDITORIAL : pour une démocratie délibérative



Notre démocratie représentative est à bout de souffle : non seulement près de la moitié des inscrits sur les listes électorales se sont abstenus aux élections départementales et régionales en 2015, mais les votants ont promu un tripartisme (extrême droite – droite - gauche) qui remet en question le fonctionnement de nos institutions, fondées sur le clivage en deux camps et la possibilité d'alternances. A ceci s'ajoute la polarisation croissante autour d'une élection présidentielle qui favorise un régime oligarchique s'appuyant sur une administration trop bureaucratique. Le sursaut du second tour des élections régionales porte aussi un message à nos élus, celui de **faire de la politique autrement**, afin de nous redonner confiance en leur façon d'exercer leurs responsabilités et de trouver des solutions avec nous à nos problèmes.

Notre démocratie représentative, pour se rénover, doit s'appuyer sur une démocratie citoyenne qui repose non seulement sur le vote des citoyens, mais aussi sur leur implication dans les décisions qui les concernent et, si possible, dans leur mise en œuvre et/ou le contrôle de cette dernière. Un levier important pour promouvoir la démocratie citoyenne est la promotion de la **démocratie délibérative** ; celle-ci permet de préparer les décisions difficiles en aidant les citoyens à clarifier les points de désaccord, à discerner ce qui est important pour le bien commun, à trouver des voies pour élaborer des compromis constructifs, à prendre en compte l'avis de ceux qui ne sont pas d'ordinaire entendus.

La montée du vote FN, comme les dérives de certains jeunes tentés par le terrorisme, nous alertent sur le nombre croissant de ceux qui ne se sentent pas entendus et sur la difficulté de faire communauté nationale avec ceux qui ne pensent pas comme nous. Un important effort est à accomplir pour **combler les fossés qui se creusent** entre ceux qui se replient sur des idéologies fermées et ceux qui croient à une France humaniste, ouverte sur la diversité, sur l'Europe et le monde.

Il s'agit de **bâtir des ponts** pour se parler, se comprendre, tisser des liens, favoriser les remises en question, proposer des manières de s'en sortir aux marginalisés, agir ensemble sur le terrain face à des problèmes communs à surmonter. Pour cela, il faut renforcer non seulement nos capacités à écouter et à dialoguer, mais aussi celles à délibérer en promouvant à temps et à contretemps **l'éthique du débat** dans nos organisations et nos communautés.

C'est pourquoi le Pacte civique doit continuer à travailler sur les principes et les règles de l'éthique du débat qui doivent aider nos sociétés de délibération à trouver sans cesse de nouveaux équilibres et à construire **des liens plus fraternels**. C'est un socle indispensable à renforcer pour réussir à la fois nos transformations personnelles et nos mutations collectives, notre responsabilisation et notre socialisation. Qui dit socialisation dit **lien social**, donc relation avec l'autre, qui trouve sa force si elle repose sur un lien constructif avec soi et avec **ce qui donne sens à sa vie**.

Jean-Claude Devèze

SOMMAIRE

Page 2 : . Du côté des collectifs locaux

- Régionales en Auvergne-Rhône-Alpes
- Réunion des collectifs locaux

. Quelles réponses face au terrorisme ?

Page 3 : . Le rapport OCQD 2015

Page 4 : . Territoires zéro chômage de longue durée, avec ATD quart monde

RESTONS EN LIENS

<https://www.facebook.com/Le-Pacte-Civique-231476426883373/>

<http://www.pacte-civique.org/>

DU COTE DES COLLECTIFS LOCAUX

Régionales en Auvergne-Rhône-Alpes Le Pacte Civique intervient



Chacun(e) aura remarqué combien il est difficile de se déterminer à partir de la seule lecture des programmes (quand ils existent) et des professions de foi. On y trouve

souvent les mêmes projets (approvisionner localement les cantines scolaires), les mêmes bonnes intentions (améliorer la ponctualité des TER, sans dire pourquoi ils sont si souvent en retard), et parfois des éléments totalement étrangers aux compétences régionales (« tolérance zéro face à l'insécurité »).

La solution ? Faire réagir les candidats sur nos questions, en interrogeant non seulement le « **quoi** » (les projets), mais aussi le « **comment** » (quelles méthodes pour associer les citoyens ?). C'est ce qu'ont entrepris les collectifs du Rhône et de l'Isère, associés au Club Convaincre du Rhône : 7 listes candidates interrogées sur 4 grandes questions : gouvernance de la région, mise en œuvre de la réforme territoriale, aménagement du territoire et développement économique, vivre ensemble.

Un débat public a été préparé, qui s'annonçait prometteur. Las ! La date du 18 novembre tombait très mal. Une [synthèse](#) établie à partir de 4 réponses écrites a permis malgré tout d'éclairer la comparaison : où l'on voit des **similitudes** (conceptions très classiques de la gouvernance régionale), mais aussi de profondes **divergences** (sur le cumul des mandats, la concertation avec les citoyens, l'organisation de la nouvelle région, l'élaboration des plans régionaux). Intéressant !

Réunion des collectifs locaux

Le Pacte civique peut se partager et se vivre aussi dans un collectif local. Pour le Pacte civique, « ses » collectifs locaux, présents un peu partout en France, sont importants. Cette année, **c'est à Lyon qu'ils se sont rencontrés**, les 28 et 29 novembre, accueillis par le collectif du Rhône.

Ce moment partagé est totalement dédié à l'**échange**. Echange d'expériences, échange de projets, échanges d'idées ... Et puis bien sûr, mise en perspective des axes d'actions futurs. Bref, nous sommes bien là, au Pacte civique, dans un moment de **convivance** !

Cette séquence a, une nouvelle fois, montré la créativité, l'engagement, l'envie, la diversité... des collectifs locaux du Pacte civique. En effet, à partir du même socle projet du Pacte civique, c'est **sur chaque territoire**, avec les femmes et les hommes engagés au Pacte civique que « les choses se font », en toute autonomie. C'est là une force et un atout du Pacte civique.

A souligner aussi, qu'un moment important, vivant, enthousiasmant a été consacré à **la fraternité**. C'est pourquoi ce chantier, lancé par le Pacte civique avec comme perspective de l'inscrire dans le débat politique, va se poursuivre et s'intensifier.



A suivre ...

DISCERNEMENT

Quelles réponses face au terrorisme ? *Politiques, culturelles, spirituelles*

C'était le thème de la soirée organisée par le Pacte civique, le 8 décembre au forum 104, en collaboration avec Démocratie et Spiritualité, Pouvoir d'Agir et Coexister. Que retenir de cet échange entre les orateurs Jean-Pierre Worms, Jean-Baptiste de Foucauld, Abdennour Bidar et Samuel Grzybowski, et le public, nombreux et réactif ?

Réponse politique : la nécessité de répondre à une demande populaire légitime de protection ne doit pas empêcher une grande vigilance dans la mise en œuvre de l'Etat d'urgence. Il faut éviter les bavures, car l'humiliation est le terreau de la révolte. **Comment donc se fabrique ce terrorisme ?** Il s'agit de Français, nés en France, peu élevés dans la religion, qui vivent une déstructuration personnelle, souvent consécutive à l'échec scolaire, sans vision d'avenir, avec fréquemment une étape délinquance et prison où s'opère la manipulation qui en fait des terroristes. Plutôt que d'imputer celle-ci à l'Islam, il faut **travailler avec nos amis musulmans**. Se rappeler que la France d'aujourd'hui est le résultat d'une multiplicité d'apports et qu'elle est une étape en devenir. D'autant que nous sommes à l'aube de **flux migratoires** importants que nous devons gérer de façon ouverte.

Réponse culturelle : on a ouvert les sociétés au monde pour répondre à des intérêts économiques, sans souci des hétérogénéités et des inégalités, et sans voir que

OCQD : le rapport nouveau ... est arrivé ! « Notre démocratie à l'épreuve »



l'on confrontait en même temps des **altérités**. Il aurait fallu travailler simultanément sur les cultures, sur le rapport à l'autre et sur la conception de la diversité comme richesse et non comme menace. Dans ce contexte, l'exclusion sociale, le chômage, l'absence de reconnaissance, couplées au relativisme des valeurs et au cynisme, entraînent un **besoin de radicalité** qui n'arrive pas à s'exprimer et qui instrumentalise l'Islam. Face à cela, il est plus que jamais indispensable d'approfondir les interactions entre **la démocratie et la spiritualité**. Il faut aussi conjuguer **sécurité et fraternité**, qui ne vont pas l'une sans l'autre. Et, plus généralement, fonctionner en **stéréo** et non en mono, en « et » et non en « ou ».

Réponse spirituelle : Nous ne sommes pas pris entre le marteau de Daech et l'enclume du Front National. L'Occident traverse une véritable **crise spirituelle**, mère de toutes les crises, qui sont toutes crises du **lien** : avec la nature, avec l'autre, avec soi. A nous de **retisser ces liens**, tout en nous ouvrant à un monde plus vaste, à l'univers. Nous pouvons retrouver des **raisons d'espérer** en écoutant, en-deçà du bruit médiatique, tout ce qui se mobilise collectivement dans la société, cette **«génération des tisserands»** où chacun s'attache à réparer avec d'autres le tissu du monde déchiré.

Réponse de la génération numérique: A quoi bon changer ceux qui détiennent le pouvoir si c'est le rapport représentants/représentés, le lien entre les idées et l'action, qui sont en cause ? Partons d'un aveu de faiblesse : **aucun des deux acteurs concernés ne peut agir seul**, ni l'Etat face au terrain, ni la société civile face à la menace terroriste. La diversité peut être un formidable levier quand elle est mise au service d'une cause commune tout en s'appuyant sur des héritages variés. Ainsi, **« on préserve la diversité dans le croire, on est unis dans le faire »**. Il faut, dans les politiques publiques, apprendre à faire fonctionner ensemble quatre couples de valeurs :

- ✚ **identité/altérité,**
- ✚ **unité/diversité,**
- ✚ **collectif/singulier,**
- ✚ **ressemblance/différence.**



Le compte-rendu de cette rencontre peut être téléchargé sur :

<http://www.pacte-civique.org/FORUM104081215>

L'année 2015 a-t-elle été celle d'un **sursaut républicain** suite aux événements de janvier ou le sera-t-elle suite au 13 novembre et aux élections régionales ? Les Français vont-ils **se rassembler et réagir** face à la multiplication des risques

actuels (terrorisme, montée du chômage et de la pauvreté, communautarisme, vote en faveur du FN...) comme face à l'ampleur des défis extérieurs (dérèglement climatique, guerres disséminées, migrations, etc.) ?

L'axe central du rapport porte sur **l'analyse des événements de janvier et de novembre** comme révélateurs de problèmes que nous avons du mal à régler : rapport aux religions (notamment aux islams), intégration des migrants et de leurs descendants, équilibre entre sécurité et démocratie, etc. L'Esprit du 11 janvier a eu du mal à s'incarner et la sidération post-13 novembre n'a pas encore débouché sur plus d'union et de créativité dans l'action politique.

Les élections départementales et surtout régionales ont mis en évidence l'importance de **la montée du FN**. Face à ce péril, le « ni FN-ni gauche » du président des Républicains a été mal perçu par de nombreux citoyens ; par contre, d'autres citoyens ont rejeté tout front républicain.

Les fondements de notre démocratie représentative s'appuyaient sur des regroupements à droite comme à gauche rendant possible une alternance ; la mise en place d'un **« tripartisme »** inédit est en décalage avec des institutions prévues pour le « bipartisme ». Quant aux tentatives de se passer des partis, elles ont montré leur limite faute de mouvements civiques crédibles et de médias les soutenant.

Le gouvernement a eu du mal à **rassembler autour de réformes essentielles** : la loi Macron a été votée qu'en recourant au 49-3 ; la réforme territoriale n'a été adoptée qu'après de nombreux compromis qui donnent l'impression d'une réforme inachevée ; la loi sur la fin de vie n'a pas encore tranché entre les pragmatiques valorisant la diversité de ce qui est vécu par les malades, et les partisans du **« droit à mourir dans la dignité »**.

Les attentats de 2015 comme les résultats des élections régionales reposent à notre pays des **questions fondamentales** que nous allons devoir affronter, et en particulier celle-ci : **notre démocratie**

sera-t-elle capable de gérer positivement les indispensables mutations de notre société ?

Élément d'optimisme : le travail de ceux qui continuent à penser, proposer, innover, mettre en œuvre des méthodes porteuses de lien social et de qualité démocratique. C'est le cas, encore modeste, de l'**Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique**, créé en juin 2012 par le Pacte civique ; cet observatoire contribue à l'amélioration du fonctionnement de notre démocratie en apportant des éléments pour débattre. Son présent rapport annuel, forcément incomplet vu nos moyens limités, s'inscrit dans les processus de **discernement** et **d'implication citoyenne** que le Pacte civique cherche à promouvoir, en coopération avec ses adhérents et ses partenaires.

*Jusqu'au 10 janvier, le rapport provisoire 2015 est sur le site (<http://www.pacte-civique.org/OCQD>) en attente de **VOS commentaires et suggestions**, à transmettre à contact@pacte-civique.org (de préférence, rédaction additionnelle ou alternative).*

INITIATIVE PARTENARIALE

TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Une initiative d'ATD Quart Monde pour éradiquer le chômage de longue durée.



L'idée de base consiste à créer une dynamique à l'échelle de **petits territoires** (commune, communauté de communes, quartiers), en proposant à toute personne privée durablement d'emploi et volontaire pour cette démarche, **un emploi** adapté à ses compétences, à temps choisi, en contrat à durée indéterminée, rémunéré sur la base d'un SMIC.

Ce qui suppose de **créer de nouveaux emplois**, répondant à des besoins locaux réels, financés en **redéployant les coûts** (en particulier ceux des minima sociaux) que le chômage de longue durée fait peser sur la collectivité, estimés à plus de 15 000 euros par personne et par an.

Une proposition de loi, déposée en juillet dernier, fait l'objet d'une procédure accélérée ; elle a été adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale le 9 décembre 2015, et sera examinée par le Sénat le 13 janvier prochain. Elle prévoit le calendrier suivant :

Pendant une **première phase de 5 ans**, 10 territoires expérimenteront la formule ; un fonds spécial sera créé pour assurer les transferts financiers. Il est prévu d'étendre progressivement l'expérimentation pour lui donner une dimension nationale dans un délai de **dix ans**, avant d'arriver à 100 territoires, puis de décider d'une **extension à l'ensemble du territoire national**. Une idée sous-jacente serait de permettre à des personnes déjà réinsérées d'un point de vue professionnel de trouver un logement.

Cette initiative, soutenue par le Pacte civique (rappelons qu'ATD Quart Monde en est adhérente) a aussi l'avantage de **faire évoluer les citoyens dans leur manière de penser**, pour lever les blocages à l'emploi tout en créant un sursaut de fraternité en faveur des personnes inscrites à Pôle-emploi depuis plus d'un an.



ET POUR FINIR ...

